

Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

Convention de gestion de service au bénéfice de la Ville relative à la gestion des contingents de logements réservés

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La compétence « équilibre social de l'habitat » de la Communauté d'Agglomération s'est vue largement étoffée à la faveur de son passage en Métropole et concerne désormais globalement la « politique locale de l'habitat » en application de la loi MAPTAM :

- ✓ Programme Local de l'Habitat
- ✓ Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées
- ✓ Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre
- ✓ Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage

Par ailleurs, la loi du mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ainsi que la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi « Lamy » du 21 février 2014 confient aux EPCI disposant d'un PLH approuvé la gouvernance de la politique d'attribution des logements sociaux et d'occupation du parc public, en articulation avec les politiques locales de l'habitat qu'ils définissent déjà sur leurs territoires.

Depuis 2003, la Communauté d'Agglomération devenue Métropole bénéficie de réservations dans le parc HLM, composant son contingent, en contrepartie des subventions et garanties d'emprunts qu'elle accorde aux bailleurs sociaux pour favoriser la réalisation de logements sociaux.

La Ville de Montpellier pratiquait des réservations dans le parc locatif social dans les mêmes conditions que la Métropole aujourd'hui, qu'elle a continué à gérer jusqu'à maintenant.

La Ville et la Métropole disposaient chacune d'un service ou d'une unité chargé de gérer administrativement le contingent de logement réservé.

Dans ce cadre des évolutions législatives, et au regard de la démarche de rapprochement et de mise en synergie des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole engagée sous l'impulsion du Président-Maire, il paraît opportun de mutualiser la gestion des contingents Ville et Métropole.

Il est proposé de confier au service Habitat de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de la Métropole la gestion du contingent Ville de Montpellier dans le cadre d'une convention de gestion de services.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise en œuvre d'une convention de gestion de service afin que Montpellier Méditerranée Métropole réalise pour la Ville la gestion de son contingent de logement réservé, telle que présentée en annexe,
- D'inscrire au budget les dépenses correspondantes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 21 octobre 2016